Observatoire québécois des inégalités

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La crise du logement affecte la qualité de vie et la santé : Un coût potentiel de plus de 2 milliards par année pour le Québec

Montréal, le 10 décembre 2025 – La crise du logement n'est pas seulement une question d'habitation, elle entraîne aussi des conséquences sur la santé des individus et les coûts collectifs qui en découlent. C'est ce que met en évidence le deuxième volet du projet de recherche ***La facture collective de la crise du logement au Québec*** publié aujourd'hui par l'Observatoire québécois des inégalités.

Menée en collaboration avec six Directions régionales de santé publique du Québec ainsi que la Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales de santé de l'UQAM (RISS), cette vaste étude a pour objectif de quantifier les coûts associés au manque de logements adéquats et de mieux comprendre les expériences vécues par les personnes vivant en situation d'insécurité résidentielle. Le premier volet de l'étude diffusé en septembre 2025 portait sur les coûts pour la prospérité économique.

Des conséquences sur la santé, des coûts pour le système

Ce deuxième volet de l'étude met en lumière **les effets du manque de logements adéquats (mauvaise qualité, inabordabilité et taille insuffisante)— sur la santé et les dépenses qui en résultent**. « Les personnes vivant dans un logement inadéquat ont un risque plus élevé d'être en mauvaise santé, c'est un effet invisible au quotidien mais la facture collective, elle, est bien réelle », déclare Ferdaous Roussafi, économiste à l'Observatoire et autrice de la note de recherche.

« Le logement est un marqueur important d'inégalités sociales : ce sont les ménages à faible revenu qui sont majoritairement exposés à des conditions d'habitation inadéquates », rappelle Dr Philippe Robert, Directeur de santé publique de la Capitale-Nationale.

La mauvaise qualité du logement (moisissures ou humidité, infestation d'insectes, mauvaise qualité de l'air intérieur ou eau non potable) est le facteur qui pèse le plus

lourd : elle double la probabilité de se déclarer en mauvaise santé générale et augmente de 64 % le risque de mauvaise santé mentale.

Cela représente environ **40 millions de dollars en coûts pour le système de santé, uniquement pour les consultations de professionnels en cabinet**. Si l'on étend ces estimations à l'ensemble du système de soins, le coût total des impacts du logement inadéquat sur le système de santé serait d'environ **2 milliards de dollars par année** au Québec.

Logement et qualité de vie

Et ce n'est pas seulement la santé générale et mentale qui sont affectées, le bien-être global et la qualité de vie sont également touchés. Selon les estimations de l'Observatoire, des conditions inadéquates de logement font perdre environ 1 mois de vie en bonne santé par personne chaque année.

Enfin, le coût trop élevé du logement aggrave l'insécurité alimentaire, créant un effet domino sur la santé. Les ménages qui doivent y consacrer plus de 30 % de leur revenu sont 52 % plus susceptibles de manquer de nourriture. Au total, **ces effets indirects de l'inabordabilité du logement représentent près de 88 millions de dollars par année**. Ces données montrent clairement à quel point la crise du logement met à rude épreuve la sécurité alimentaire des ménages et par conséquent leur santé.

« Les données sont claires : le logement inadéquat détériore la santé et génère des coûts importants. En présentant ces résultats, nous espérons contribuer à une prise de décision plus éclairée, fondée sur les faits et à la hauteur de l'urgence », affirme Nathalie Guay, directrice générale de l'Observatoire québécois des inégalités.

« Nous espérons que les résultats de ce projet de recherche guideront les décisions publiques en matière de logement au Québec, afin d'améliorer la santé et la qualité de vie des populations tout en contribuant à réduire le fardeau sur notre système de santé », ajoute le Dr Philippe Robert.

Les prochains volets de l'étude – qui seront dévoilés progressivement au cours de la prochaine année – se pencheront sur l'impact du manque de logements adéquats sur l'itinérance, le développement des enfants, la violence domestique et la consommation énergétique. Le vécu de personnes vivant de l'insécurité

résidentielle et les solutions pour améliorer les conditions de logement et de santé seront également abordés afin d'offrir une analyse multidimensionnelle des conséquences économiques et sociales de la crise du logement au Québec.

-30-

Financement de l'étude
Ce projet est financé par les Directions de santé publique de Montréal, de la Montérégie, de Laval, du Bas-Saint-Laurent, de la Capitale-Nationale et de l'Estrie ainsi que par la Société d'habitation du Québec.

Informations et demandes d'entrevue

Observatoire québécois des inégalités :
Julia Haurio
Directrice des communications
j.haurio@observatoiredesinegalites.com
514-513-8617

Direction de santé publique de la Capitale-Nationale (Dr Philippe Robert, directeur par intérim) :
Direction adjointe des communications – relations médias
CIUSSS de la Capitale-Nationale
relations.medias.ciussscn@ssss.gouv.qc.ca

À propos de l'Observatoire québécois des inégalités
L'Observatoire québécois des inégalités produit, mobilise et démocratise des connaissances sur différentes formes d'inégalités au Québec afin d'éclairer la prise de décision et de sensibiliser un large public à l'état des inégalités, à leurs causes et conséquences ainsi qu'aux solutions possibles.

À propos de la Direction de santé publique de la Capitale-Nationale
La Direction de santé publique travaille à promouvoir la santé et le bien-être de la

population, à prévenir les problèmes de santé et les problèmes sociaux, à protéger la santé de la population et à réduire les inégalités sociales de santé. Elle n'agit pas seule. Elle œuvre en étroite collaboration avec les autres directions du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale et rejoint un vaste réseau de partenaires intersectoriels.

https://santepubliquemontreal.ca/professionnels-et-partenaires/thematiques-de-sante-publique/la-facture-collective-de-la-crise-du-logement-au-quebec